

L'Europe "envahie", l'obsession de l'extrême droite

Nouvelle-Zélande Un terroriste fait 49 morts dans les mosquées de Christchurch. Un manifeste résume ses phobies.

Juste avant de débiter l'attaque à la mosquée Masjid al Noor à Christchurch (Nouvelle-Zélande), qu'il a filmée en Live Facebook, Brenton Tarrant, 28 ans, a diffusé sur son compte plusieurs documents, dont notamment un "manifeste" de 74 pages sous forme de questions-réponses. L'homme laisse derrière lui une nuée de signes, qui sont des référents dans l'univers digital et moyenâgeux de l'extrême droite.

Dans l'un de ses posts, le terroriste annonce qu'il va "mener une attaque contre les envahisseurs". Son "vrai inspirateur" est le Norvégien Anders Breivik, l'auteur du massacre d'Utoya (77 morts, le 22 juillet 2011) bien qu'il fasse aussi référence aux textes de Dylann Roof, le jeune suprémaciste blanc américain responsable de la tuerie au temple méthodiste noir de Charleston (9 morts, le 18 juin 2015).

Quoique de nationalité australienne, issu d'un milieu ouvrier, le terroriste, dont les parents sont d'origine britannique, s'identifie surtout à l'histoire de l'Europe et à ses batailles pour repousser les occupations arabes ou turques. Il affirme avoir du "sang européen" dans ses veines et avoir "tout appris" d'Internet.

L'idée d'un "grand remplacement"

Remove Kebab, la musique qu'il diffuse pendant la tuerie, est une chanson orchestrée par une milice ultranationaliste serbe en hommage à Radovan Karadzic, alors que le leader bosno-serbe se trouvait derrière les barreaux du Tribunal pénal international de La Haye. Pendant la guerre, Karadzic qualifiait les Bosniaques, en majorité musulmans, de "Turcs", une référence à l'occupation des Balkans par les Ottomans. L'assassin parle des Turcs comme des "punaises" et leur demande "de revenir sur leurs terres", "à l'Est du Bosphore".

Sur les crosses de ses innombrables armes, on retrouve les noms de tueurs de masse mais aussi d'un ancien gouverneur de Chypre, le général Marco Antonio Bragadin, qui résista à l'invasion ottomane avant d'être exécuté, ou celle d'un doge de Venise, Sebastiano Venier, qui à 75 ans participa à la bataille de Lepante contre la flotte ottomane.

Il y a enfin une référence aussi à la théorie du "grand remplacement" chère à l'écrivain français Renaud Camus. C'est lors d'un voyage en France en 2017, affirme le tueur, qu'il a pris conscience que l'"invasion" avait débuté, et qu'il a conçu le double attentat de vendredi. "En voyant l'état des villes et villages" de l'Hexagone, dit-il. En visitant aussi un cimetière de la Seconde Guerre mondiale où se dressent des croix blanches, oubliant par la même occasion que des mu-

sulmans se sont aussi battus pour la France. “*Rendez-vous à Valhalla*”, le paradis mythique des guerriers nordiques, conclut le tueur.

L'assaillant, inconnu en France, a été arrêté et inculpé de meurtres dans un contexte terroriste. Il a fait 49 morts et des dizaines de blessés dans deux mosquées de Christchurch.

Une stratégie de la confrontation

Le journaliste d'investigation de Bellingcat, Robert Evans, qui s'intéresse à la propagande de l'extrême droite sur Internet, parle à propos de l'attitude de Tarrant de “*shitposting*”, c'est-à-dire “*l'acte de mettre en ligne un grand nombre de contenus, souvent ironiques, de mauvaise qualité, pour provoquer une réaction émotionnelle chez des utilisateurs moins avertis d'Internet*”.

Ce scénario, les experts en contre-terrorisme l'analysent depuis des années. Pour eux, les groupes islamistes radicaux se sont engagés dans une stratégie de confrontation dans le seul but de diviser les démocraties occidentales et de créer une situation telle que les musulmans de ces pays se radicaliseront et retourneront à l'islam des origines. Dans ce piège, l'extrême droite tombe à pieds joints. Cette stratégie de la tension n'est pas nouvelle. Dans les années 70 déjà, les Brigades rouges voulaient provoquer une réaction ultra-répressive de l'État italien dans le but de créer les conditions d'une révolution, qui n'eut jamais lieu.

Manuel Abramowicz, coordinateur de RésistanceS, le site d'observation de l'extrême droite belge, estime que l'idéologie du terroriste s'inscrit clairement dans le courant d'une extrême droite qui, à partir des attentats du 11 septembre 2001, va troquer son racisme, condamnable par la loi, par un combat contre l'islamisation. Cette tendance va s'accroître à partir

de 2014 et des premiers attentats de l'État islamique sur le sol européen et trouver écho dans une série de partis comme le Vlaams Belang, le Rassemblement national en France ou la Ligue du Nord en Italie. “*La théorie complotiste du grand remplacement se développe comme s'il y avait un suprapouvoir qui remplaçait les populations autochtones par les populations immigrées*”, dit-il. “*C'est un copier-coller des théories que l'on trouvait dans les pamphlets de l'extrême droite des années 70 et, plus tôt encore, dans la propagande nazie. Dans les années 70, le Nouvel Europe Magazine parlait d'une 'haute finance vagabonde et anonyme'*(une référence aux Juifs, NdlR), *dénonçait l'immigration, le métissage et la dénatalité des Blancs par l'avortement.*”

En Belgique, certains militants s'exercent au stand de tir

Dans son dernier rapport d'activités, la Sûreté de l'État souligne qu’*“une tendance à l'armement semble se dessiner au sein de l'extrême droite. Les responsables des groupements d'extrême droite incitent leurs militants à suivre des leçons de tir et à se procurer des armes, de manière légale ou non. L'objectif recherché: une confrontation sociétale jugée inévitable entre l'islam et le reste de l'Europe chrétienne à laquelle il faut 'se préparer', selon eux*”. Selon Manuel Abramowicz, tout se passe pour le moment en Belgique dans un cadre légal. Mais il y a des signes. Ainsi de jeunes militants du groupe Nation s'entraînent dans des usines désaffectées à des tirs non létaux. De la pratique du paintball, né au début des années 1970 dans les ranchs australiens, on est passé aujourd'hui à celle de l'airsoft, qui consiste à tirer des petites billes en plastique avec des répliques d'armes réelles.

Christophe Lamfalussy

Beaucoup d'armes à feu et, pourtant, bien peu de violence

Les clichés ne sont jamais très exacts, mais, dans le cas de la Nouvelle-Zélande, ils renferment leur part de vérité. Le pays passe, à raison, pour être un havre de paix. Peut-être parce que, perdu aux antipodes, on pourrait le croire hors de l'espace et du temps. Peut-être aussi parce qu'on y trouve dix fois plus de moutons que d'êtres humains. Le paradoxe, c'est que, dans ce pays grand comme neuf fois la Belgique, mais sous-peuplé (4,8 millions d'habitants), sans ennemis extérieurs et sans insécurité intérieure, on compte un nombre impressionnant d'armes à feu: très précisément 1 212 000 en 2017, selon une étude de l'ONG suisse Small Arms Survey, soit une pour quatre habitants.

Le paradoxe du paradoxe, c'est que cette omniprésence des armes à feu va de pair avec une absence quasi totale de violence liée à leur utilisation. La criminalité est faible en Nouvelle-Zélande, où l'on n'a dénombré que 35 homicides dans tout le pays en 2017. Encore ceux commis avec une arme à feu sont-ils plus rares encore: en 2009, la plus mauvaise année depuis longtemps, il y en a eu onze.

L'explication est sans doute simple. Contrairement aux États-Unis, la Nouvelle-Zélande soumet l'acquisition d'une arme à feu à des contrôles sévères qui incluent bien sûr une vérification du casier judiciaire et un examen médical centré sur la psychologie du candidat acquéreur, mais aussi une enquête auprès de ses proches et jusqu'à une visite domiciliaire pour s'assurer que l'arme sera conservée dans un lieu sécurisé, de manière à prévenir vols et accidents. Une formation à l'usage responsable des armes est par ailleurs obligatoire. Enfin, la vente des armes de guerre semi-automatiques, qui font tant de ravages en Amérique, est soumise ici à des restrictions draconiennes depuis le massacre d'Aramoana: dans ce village côtier du sud du pays, en novembre 1990, un chômeur collectionneur d'armes avait tué treize personnes, dont deux jeunes enfants, après une querelle de voisinage.

On comprend donc le choc provoqué vendredi par les attentats de Christchurch. On mesure aussi la portée des mots prononcés par la Première ministre, Jacinda Ardern. Elle a rappelé avec émotion que, si les migrants et les réfugiés parmi les victimes font partie intégrante de la nation néo-zélandaise, les auteurs de la tuerie n'y ont, en revanche, pas leur place.

Philippe Paquet